Parti Socialiste
Congrès national de Metz
6, 7 et 8 avril 1979

Sommaire

Le président (Jean Laurain) 1
Serge Barcellini 1
Claude Estier 7
Pierre Mauroy (Rapport d'activité) 9
Michel Charzat 18
Jean Roux 20
Pierre Mauroy 23
Le président (Vote du quitus) 24
Gilbert Bonnemaison (Rapport de la Commission de contrôle financier) 24

Séance du vendredi 6 avril 1979 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Jean Laurain, député de Metz.

Le président (Jean Laurain)

Camarades, je vous invite à gagner vos places très rapidement, de façon que nous puissions commencer nos travaux.
J'ai donc la joie et l'honneur, en tant que député Socialiste de Metz, d'ouvrir notre Congrès National. J'invite les membres du Bureau exécutif à monter à la tribune, ainsi que nos camarades Alain Hautecoeur, Bernard Poignant, Albert Chauffat, Marie-Thérèse Mutin.
Je passe la parole à Serge Barcellini, secrétaire fédéral de la Moselle, fédération d'accueil.
(Applaudissements)

Serge Barcellini

Chers amis, chers camarades, c'est donc en ma qualité de secrétaire de la fédération du Parti Socialiste de la Moselle que je vous adresse ces premiers mots de bienvenue.
Je serai très court mais je ferai une réponse à cette exclamation que nous avons, nous, en Moselle, entendue plus de cent fois de la part des militants de la France de l'Intérieur : quel étrange choix que celui de Metz pour un Congrès du Parti Socialiste !
Oui, camarades, en effet, quel étrange choix pour ceux qui se souviennent que notre département ne donnait, en 1973, que 15% des

Coll. Fondation Jean Jaurès

suffrages au Parti Socialiste. Oui, camarades, quel étrange choix pour ceux qui se souviennent qu'au Congrès d'Epinay notre fédération ne regroupait alors que 275 adhérents.
Oui, enfin, camarades, quel étrange choix pour ceux qui, connaissant les résultats électoraux, savent que nous sommes ici dans une commune dirigée par la Droite, bien sûr pour peu de temps encore mais nous sommes dans une commune de droite.
Alors, camarades, pourquoi un Congrès du Parti Socialiste en Moselle ? Pourquoi un Congrès du Parti Socialiste à Metz ?
La raison, je crois que vous la découvrez ou la découvrirez vous-mêmes alors que profitant d'une demi-heure d'interruption de séance, vous quitterez cette enceinte et vous irez à la recherche de la Lorraine qui meurt.
A 30 minutes de ce lieu, vous découvrirez des vallées sidérurgiques dont vous connaissez désormais tous les noms, que ce soit la Vallée de la Fesch, que ce soit la Vallée de l'Orb. Ces vallées ont déjà été façonnées par les capitalistes d'hier. Je pense en particulier à de Wendel. Visitez ces vallées, découvrez ces mines de fer que la France abandonne alors que les puits luxembourgeois sont en train de les racheter car eux pensent qu'elles ont encore de la rentabilité. Découvrez ces hauts fourneaux que le patronat est en train de fermer pour cause de restructuration capitaliste ; découvrez aussi ces nombreux quartiers ouverts par le capitaliste paternaliste du XIXème et du XXème siècles, des quartiers de plus en plus désertés par les jeunes, et où vous ne trouverez plus que des personnes âgées qui ont vécu toute leur enfance et toute leur existence en face de l'aciérie.
Chers camarades, oui, cette Lorraine qui meurt c'est d'abord la Sidérurgie, mais c'est aussi le Bassin houiller que vous découvrirez en moins de vingt minutes d'ici ; un bassin qui vous permettra de comprendre l'incohérence de la politique énergétique française. Vous y verrez ces mines que l'on ferme et que l'on rouvre ; vous y verrez ces cokeries que l'on oublie de rénover, et vous y verrez aussi ces mineurs que l'on a littéralement dégoûtés de leur profession et dont aujourd'hui on essaie de réembaucher les fils.
Voilà, chers camarades, ce que vous verrez en Moselle
Vous verrez également la politique énergétique qui fait ouvrir une centrale nucléaire à trente kilomètres du plus riche bassin houiller français et à 15 km d'une ville de plus de 60.000 habitants.
Metz, en effet, quel meilleur choix pouvait faire le Parti qui se réclame de la rupture avec le capitalisme. Quel meilleur choix que cette Lorraine, que ce même capitalisme assassine !
Cette Lorraine, camarades, cette Lorraine ouvrière c'est aussi aujourd'hui une Lorraine Socialiste. Vous êtes ici dans une région où votre Parti est le premier par le nombre des suffrages qu'il a obtenus en 1978. Entre 1973 et 1979, en six ans, les candidats Socialistes ont doublé

le nombre des suffrages du Parti Socialiste, en pourcentage. Au premier tour des Elections cantonales de 1979, nous avons atteint pour la première fois les 30% de suffrages. Voilà la vérité, camarades, vous êtes ici dans une terre Socialiste, alors ne vous laissez pas tromper, ne vous laissez pas tromper par la Droite mosellane, une droite incapable, une droite aigrie qui pousse le cynisme jusqu'à coller des nuits entières des bandeaux comme celui-ci : «P.S. go home» Ne vous
laissez pas tromper par la Droite qui est ici en perte de vitesse.
Et s'il y a des gens qu'il faut mettre «go home», c'est bien la Droite, regardez les Législatives où cette droite a été obligée de faire venir l'ensemble des ministres pour essayer de conserver quelques bastions en Lorraine ; je pense à Saunier Séité, je pense à Haby, je pense à Stoléru.
Voilà la vérité !
Cette Lorraine est aujourd'hui une lorraine Socialiste. En faut-il une preuve, un symbole ? L'élection de notre camarade Jean Lorrain, qui préside aujourd'hui cette séance, historiquement le premier député Socialiste de Moselle. C'est quelque chose pour nous militants.
(Applaudissements)
L'élection aussi de notre camarade Christian Pierret, des Vosges, élection enfin des camarades Yvon Tondon, dans la Meurthe-et-Moselle, sont le véritable symbole de cette avancée Socialiste dans ce qui fut naguère une des terres de missions de la Gauche.
Oui, camarades, le temps où la Lorraine apparaissait sur les cartes de géographie politique comme un bastion de la Droite est en train de s'éloigner. Seuls, il est vrai, certains secteurs, et je pense à celui du sud mosellan que vous trouveriez en continuant cette route, sont encore pour nous des terrains de mission ; il est vrai que ces secteurs ont été taillés véritablement pour que la Droite y reste et ce sud mosellan a un député que vous connaissez tous, un ancien légionnaire, qui passe une retraite paisible..
Dans cette Moselle en crise, dans cette Moselle ouvrière, dans cette Moselle Socialiste, les victoires électorales de notre Parti ont accompagné notre percée militante.
Quelle fédération, chers camarades, en France, peut comme nous prétendre avoir doublé le nombre de ses sections en deux ans ?
Quelle fédération tout comme la nôtre peut prétendre avoir plus que doublé le nombre de ses adhérents en quatre ans !
Chers Amis, chers camarades, les militants de la Moselle, et je me fais ici leur interprète, sont fiers de recevoir le Congrès de leur Parti. Ils se sont dévoués pour son organisation et j'en profite pour remercier tous ceux qui employés de la Foire Exposition de Metz, ont dépensé leur temps sans compter avec les militants pour préparer ce Congrès afin qu'il soit le meilleur possible.
J'espère, avec tous les militants de la Moselle, que vous emporterez dimanche un bon souvenir de notre Lorraine.

Mes camarades, je terminerai ces rapides paroles de bienvenue en vous disant ceci : n'oubliez jamais, quelle que soit l'intensité des débats qui résonneront dans cette salle, quelles que soient les idées qui s'entrechoqueront, en Commission des résolutions, n'oubliez jamais, camarades, qu'au-delà de ces murs, qu'au-delà de cette enceinte, des centaines de milliers de travailleurs qui luttent, non pas pour changer leur vie, mais seulement pour assurer leur survie, attendent de nous, de vous tous, des moyens d'espérer.
Alors, camarades, ne les oubliez jamais.
(applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, laissez-moi d'abord vous dire à mon tour ma joie et ma fierté de vous accueillir aujourd'hui à Metz à l'occasion du Congrès national de notre Parti. Au nom des militants Socialistes qui ont travaillé à vous rendre le séjour le plus agréable possible je vous souhaite la plus cordiale bienvenue. Ce n'est pas, contrairement à la tradition, le maire Socialiste qui vous reçoit, mais le député Socialiste de Metz qui est, de plus, l'authentique enfant du pays, puisque je suis né à 500 m. d'ici, dans le petit village de Grigy que vous avez traversé avant d'arriver à la Foire Internationale de Metz. Et puisque je suis l'enfant du pays, je voudrais conseiller à ceux qui ne connaissent pas cette ville d'aller s'ils ont le temps à la découverte de sa personnalité et de son charme en visitant sa cathédrale, son esplanade avec la plus vieille église de France, St-Pierre aux Nonnains, la magnifique place st-Louis, la porte des Allemands, le musée gallo-romain, sans oublier le buffet gastronomique de la gare pour ceux que cela intéresse.
Vous y côtoierez une population qui, sous des apparences de froideur et de réserve, vous ménagera l'accueil le plus sympathique. Le messin ne se livre pas volontiers, mais une fois qu'il s'est lié à une personne ou à une cause, il lui est fidèle. L'idée Socialiste y pénètre lentement mais sûrement.
Les récentes cantonales où deux cantons sur trois étaient renouvelables à Metz, ont donné la majorité à la Gauche qui n'a cessé de progresser ici depuis huit ans et qui s'installera à la Mairie aux prochaines municipales, renouant ainsi avec la vieille tradition républicaine et progressiste d'avant l'occupation allemande de 1870. et Metz deviendra un solide bastion pour le Socialisme dont le Congrès d'aujourd'hui célèbre d'avance l'avènement. Le choix de Metz est un choix d'avenir.
Mais à travers Metz, chef lieu de région, c'est toute la Lorraine qui vous reçoit. Après les mots de bienvenue et malgré notre volonté de faire de ce Congrès une fête, nous avons le devoir, au nom des travailleurs de cette région, de vous dire le drame angoissant qu'ils vivent et l'interrogation qu'ils posent au Parti Socialiste.
La Lorraine est l'une des régions de France les plus touchées par la crise

Collection Jean Jaurès

économique qui est la crise du capitalisme. Dans cette région riche en ressources naturelles (fer, charbon, sel, forêts, agriculture), les maîtres de forge ont installé au milieu du XIXème siècle une mono-industrie lourde employant une main-d'œuvre à bon marché et se sont opposés très longtemps à toute implantation industrielle de transformation qui leur aurait fait une concurrence dangereuse sur les salaires. Ils ont ainsi réalisé des profits substantiels au détriment de l'avenir économique et social de toute une région sacrifiée à l'intérêt privé.
Le résultat est là, dramatique. Il est vécu par des dizaines de milliers de familles qui connaissent ou qui attendent les licenciements et le chômage.
De 1977 à 1980, sur deux plans de restructuration, il y aura eu en Lorraine 30.000 suppressions d'emplois.
La sidérurgie lorraine, qui ne s'est pas modernisée et diversifiée en temps voulu, n'est plus considérée comme rentable et on l'abandonne sans considération pour les hommes courageux et qualifiés qui y travaillaient.
Par ailleurs, la crise de la sidérurgie a des répercussions sur l'ensemble de la vie économique et sociale de la région : la recherche (IRSID), la métallurgie, le bâtiment, les travaux publics, le commerce, sont directement touchés, Ainsi que les services publics tels que l'enseignement, les PTT, l'équipement. Les communes du bassin sidérurgique voient leur taxe professionnelle diminuer d'une façon catastrophique (40% environ). La disparition de certaines cokeries a des conséquences désastreuses sur les H.B.L. Par ailleurs, C.D.F. Chimie, par le biais de la filialisation, se privatise et là aussi, au nom de la rentabilité, on supprime des emplois.
La crise de la sidérurgie, avec ces conséquences, est le problème N°l de la Lorraine, sans pour autant que celle du textile dans les Vosges et celle de l'agroalimentaire dans la Meuse soient résolues. Et nous subissons, sur l'ensemble de la région, une situation dramatique qui résulte de plus de cent ans d'exploitation capitaliste.
Je vois une deuxième raison dans le choix de Metz comme lieu de notre Congrès national : il y a ici, pour le Parti Socialiste, pour le Parti de la rupture, un champ d'application prioritaire ; c'est ici qu'il faut attaquer un système qui produit avec plus d'évidence qu'ailleurs le gâchis économique et la misère sociale.
Pour mesurer plus exactement ce gâchis, je vous invite à visiter le stand organisé par le Comité de Coordination régional de Lorraine.
C'est ici qu'il faut d'urgence s'implanter le plus possible dans les entreprises, occuper le terrain social et culturel, faire des propositions constructives, expliquer l'autogestion et notre capacité de changer la vie.
En votre nom, au moment où s'ouvre ce Congrès, je salue fraternellement et j'apporte le soutien du Parti Socialiste aux travailleurs lorrains, dans leur lutte quotidienne.... (applaudissements).... pour travailler, vivre, et

Fondation Jean Jaurès

décider, au pays.
Je vois une troisième raison dans le choix de Metz comme lieu de notre grand rassemblement. La Lorraine est au cœur de l'Europe et son destin va dépendre en grande partie de la forme que prendra la construction européenne. Ce problème est capital à la veille de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Je vais vous dire très simplement notre sentiment à nous Socialistes lorrains. Nous sommes fermement attachés à la construction européenne qui apparaît d'autant plus nécessaire dans une région comme la nôtre où la paix, d'abord (après une longue histoire de guerres et d'invasions), les échanges économiques ensuite, sont une condition de sa survie. Nous avons à ce sujet depuis longtemps noué des relations privilégiées avec nos camarades Socialistes de Sarre, du Luxembourg et de Belgique, dans le cadre de ce qu'on appelle en termes européens «une grande région».
Mais la vigilance impose de défendre énergiquement les intérêts de la France dans cette Europe des travailleurs que nous voulons construire. On le voit bien avec l'exemple de la sidérurgie lorraine. L'Europe ne sera crédible pour les travailleurs que si elle permet d'établir un équilibre entre les pays membres de la Communauté, en évitant l'hégémonie volontaire ou involontaire de l'un d'entre eux.
C'est pourquoi, en même temps que je faisais adopter par le Parlement européen les mesures sociales revendiquées par les organisations syndicales, et notamment la semaine de 35 heures, je dénonçais le malthusianisme du Plan d'Avignon ; qui, sous prétexte d'assainir le marché européen de l'acier et de protéger l'Europe contre la concurrence sauvage des Pays Tiers, conduisant à la limitation des quotas de production et inévitablement à la compression des effectifs pénalisant davantage la mono-industrie sidérurgique lorraine que la sidérurgie allemande diversifiée.
Je suis reconnaissant à notre Parti d'avoir précisé son attitude vis-à-vis de l'Europe dans ses propositions Socialistes pour la sidérurgie. Mais il faudrait rapidement les populariser par une campagne d'explication tous azimuts et une action militante sur le terrain, face à l'offensive anti-européenne de nos partenaires Communistes.
Metz, La Lorraine, l'Europe, oui, camarades, vous êtes ici au cœur des grands problèmes de notre temps qui exigent de notre Parti des réponses claires et constructives. Nul doute que ce Congrès les apportera. La devise de Metz dit ceci : «Quand on a paix dedans on a paix dehors» Puisse cette devise inspirer nos travaux pour qu'à travers nos différences légitimes et enrichissantes, l'unité de notre Parti, condition de sa crédibilité et de son rayonnement, soit renforcée. Les Socialistes messins, mosellans et lorrains vous le demandent. Metz ne veut pas entrer tristement dans l'histoire du Socialisme. 1979 doit être, sera un grand moment, un moment exaltant, qui marquera la plus grande des victoires, celle qu'on remporte sur soi-même.

(applaudissements)
Je donne maintenant la parole à Claude Estier, pour le rapport de la Commission d'Organisation du Congrès.

Claude Estier

Chers camarades, avant que commencent les véritables travaux, j'ai à vous soumettre un certain nombre de communications au nom de la Commission d'Organisation du Congrès que j'ai eu l'honneur de présider.
Avant toute chose je voudrais à mon tour et en votre nom à tous remercier chaleureusement tous les camarades de la fédération de la Moselle, ceux venus de Paris, et tous les techniciens, qui, ensemble, ont préparé cette salle et l'ensemble des installations qui nous accueillent aujourd'hui.
(applaudissements)
La première des communications que j'ai à vous faire porte sur le résultat des votes sur les sept motions qui ont été soumises aux militants.
Comme vous le savez, ces résultats ont été recensés officiellement au cours de la réunion des Délégués des motions qui s'est tenue dimanche dernier à Paris et qui constituaient une grande première puisqu'il s'agissait de l'application d'une procédure nouvelle introduite par le Règlement intérieur que nous avons adopté, il y a quelques mois.
C'est aussi nécessairement au cours de cette réunion des Délégués de motions que s'est déroulée la vérification des mandats qui avait lieu autrefois au début du Congrès. Cette vérification a été faite par la Commission d'Organisation à laquelle s'était adjointe pour la circonstance le président de la Commission de Contrôle, Gilbert Bonnemaison, le président de la Commission nationale des Conflits, Guy Penne, et le Trésorier national, Charles-Emile Loo.
Une dizaine de résultats ont été à ce moment contestés pour des motifs divers. Ils concernaient les départements de l'Aisne, des Bouches-du-rhône, de la Gironde, de l'Indre-et-loire, de l'Isère, du Tarn, de la Vienne et des Hauts-de-Seine.
A l'exception de deux problèmes qui concernent les Bouches-du-Rhône et les Hauts-de-Seine, tous les litiges, d'ailleurs mineurs, ont été réglés par la Commission, avec l'accord des représentants de tous les courants.
Je profite de l'occasion pour remercier l'ensemble de ces camarades de leur coopération, et aussi pour souligner que dans la quasi-totalité des cas, les votes des sections se sont déroulés sans aucun problème. Ce qui confirme que ce Congrès de notre Parti a été préparé dans des conditions de parfaite démocratie, dont nous pouvons être fiers car nous sommes le seul Parti français où les choses se passent ainsi.
Pour ce qui concerne les départements où il y a contestation, je propose que notre Commission se réunisse à nouveau dans la journée et s'efforce

de régler les litiges à l'amiable pour ne pas encombrer les travaux du Congrès.
Compte tenu de toutes ces observations, je rappellerai les résultats définitifs des votes sur les motions, qui déterminent un certain nombre de répartitions proportionnelles pour les travaux mêmes de notre Congrès :
Sur un total de 7.040 mandats, ont obtenu :
- motion A : 2824 mandats, soit 40, 11% (applaudissements)
- motion B : 958 mandats, soit 13,61%
- motion C : 1437 mandats, soit 20,41%
- motion D : 547 mandats, soit 7,77%
- motion E : 1016 mandats, soit 14,43%
- motion F : 228 mandats, soit 3,24%
- motion G : 22 mandats, soit 0,31%
(applaudissements)
Et J'ai maintenant à vous proposer l'ordre du jour du Congrès tel qu'il a été arrêté à l'unanimité par le Groupe exécutif de mercredi dernier :
Après le salut et les souhaits de bienvenue qui vous ont été présentés par notre camarade Serge Barcellini, secrétaire fédéral, et par Jean Laurain, député de Metz, vous entendrez dans un moment le rapport d'activité présenté par Pierre Mauroy, Secrétaire national à la Coordination, suivi du débat sur ce rapport et du vote sur le quitus.
Viendront ensuite les rapports de la Commission de Contrôle par Gilbert Bonnemaison et de la Commission des Conflits par Guy Penne, et les votes sur ces rapports, avec lesquels nous devrions terminer cette première matinée.
Cet après-midi s'ouvrirait le débat politique sur les motions qui se poursuivrait jusqu'à 18h, 18h30 et reprendrait demain matin et demain après-midi de 15 à 19 heures, soit au total environ 10 heures de débat, pour lequel le Bureau exécutif a souhaité que le temps de parole soit réparti entre chaque motion proportionnellement aux résultats obtenus, ce qui, en fonction des pourcentages que je viens de rappeler, donne les temps suivants :
- motion A : 4 heures
- motion B : 1 heure 20
- motion C : 2 heures
- motion D : 40 minutes
- motion E : 1 h. 25
- motion F : 20 minutes
- motion G : 15 minutes
La Commission des résolutions serait désignée cet après-midi.
Nous vous proposons qu'elle comprenne 61 membres, ce qui, toujours en fonction des mêmes pourcentages, donnerait
- 25 membres pour la motion A
- 9 membres pour la motion B
- 13 pour la motion C

Collection Jean Jaurès

- 5 pour la motion D
- 9 pour la motion E

La Commission des résolutions pourrait tenir en fin de l'après-midi une courte réunion d'installation et désigner deux petites sous-Commissions pour se saisir des propositions de révisions statutaires sur lesquelles il faut que le Congrès se prononce, l'autre pour examiner les textes divers déposés sur le bureau du Congrès.

C'est samedi en soirée, après l'achèvement du débat en séance plénière, que se tiendrait la Commission des résolutions proprement dite.

La soirée de vendredi serait réservée aux réunions de courants, après qu'une délégation du Congrès se soit rendue à l'Hôtel de ville pour répondre à l'invitation du sénateur maire de Metz.

Cet après-midi, avant que s'engage le débat politique, nous consacreront un moment au salut des représentants des partis étrangers qui nous font l'honneur d'assister à notre Congrès et, à qui dès maintenant, je souhaite la bienvenue.

Après quoi, samedi, en fin de matinée, nous ménagerons un temps de rencontre avec les journalistes de la presse française et internationale, que je remercie tout particulièrement d'être si nombreux à suivre nos travaux, (applaudissements)

dimanche matin, enfin, le Congrès entendrait les rapports de la Commission des résolutions, suivis du débat et des votes qui clôtureront ce Congrès. Le nouveau Comité directeur résultant du vote sur les motions se réunirait mercredi, à 15 h, à Paris.

Telles sont les propositions d'ordre du jour qui vous sont faites, je le répète, par le Bureau exécutif unanime, et que Je demande au président de bien vouloir soumettre à votre approbation, en vous remerciant de votre attention, (applaudissements)

Le président - Je soumets les propositions d'ordre du jour à l'approbation du Congrès.

Est-ce qu'il y a une opposition à cet ordre du jour qui vient de vous être proposé par Claude Estier ?

Il ne semble pas qu'il y ait d'opposition. L'ordre du jour est donc adopté.

Claude Estier - Merci.

Le président - Je passe maintenant la parole à Pierre Mauroy pour le rapport d'activité, (applaudissements)

Pierre Mauroy (Rapport d'activité)

Mes chers camarades, le Congrès de Metz est attendu. Il est ouvert, Certains disent même, qu'il est le plus important depuis Epinay. Il a été précédé d'un long débat dans le Parti, sur les grandes questions qui

sollicitent les Socialistes, parmi lesquelles certaines ont été prioritaires i
- quels choix économiques et comment les exprimer ?
- quelle conception de la construction européenne ?
- quelle stratégie et comment relancer l'Union de la Gauche ?
- quelle organisation du Parti et pour quels objectifs ?

Des réponses ont été données, quelquefois fort différentes. Synthèse ? Pas synthèse ? Synthèse partielle, et avec qui ? On le saura dimanche soir. Les délégués en discuteront et se prononceront. Avant eux, dans les sections et fédérations, les militants ont eu l'entière liberté d'apprécier.

Nous sommes ici à la dernière étape d'une procédure démocratique qui est l'originalité du Parti Socialiste.

Certains se sont étonnés des débats, de cette diversité, comme si les Français avaient perdu l'habitude de la démocratie et surtout la patience et le courage de supporter le débat contradictoire qui est le vrai débat démocratique, (applaudissements)

Accepter l'autre, évaluer ensemble la différence, c'est la pratique même de la liberté pour ceux qui ne se payent pas de mots et mettent en application ce qu'ils disent.

Je voudrais clamer la fierté de chacun d'entre vous, de chacun de nos adhérents d'appartenir à un Parti qui honore la démocratie, alors même qu'elle est devenue une denrée rare, y compris dans notre propre pays. (applaudissements)

Quant au débat démocratique, il est l'expression de la vraie responsabilité donnée aux militants, et aussi de la responsabilité vraie accordée aux délégués de ce Congrès. Nous en acceptons tous, l'exigence et le risque avec le souci constant, bien entendu, de mieux servir encore notre Parti.

Mes chers camarades, nous sommes ici rassemblés pour trois jours avec une volonté commune : celle d'affirmer l'unité du Parti Socialiste, celle qui cimente la diversité, celle qui, au-delà de nos divergences et dans nos divergences mêmes, se nourrit de notre tolérance et de notre cohésion.

Le Socialisme en France est perpétuellement confronté à la grande question de sa diversité. Le plus grand choix d'Epinay, et le plus grand mérite de François Mitterrand, celui sur lequel nous ne reviendrons jamais, c'est d'avoir décidé que les Socialistes de France, tous les Socialistes, quelle que soit leur origine et quels que soient leurs itinéraires, se doivent d'être ressemblés et unis dans le même Parti, qui est le nôtre ! (applaudissements)

Volonté commune aussi d'être responsables et capables de répondre à la confiance de plus en plus grande que nous témoignent les Français qui, depuis cinq années consécutives, ont de notre Parti la meilleure image par rapport à toutes les autres formations politiques:

Mais surtout, nous sommes ici non seulement les représentants des militants de nos fédérations, mais les représentant de millions de travailleurs qui font confiance au Parti, des citoyens qui, lors des

Fondation Jean-Jaurès

dernières élections cantonales, lui ont donné le rang de premier parti de France.
Des secteurs industriels s'affaissent ou disparaissent. Partout, la colère des Françaises et des Français monte. Ce que l'on s'efforçait depuis plusieurs années de nous présenter comme incertitudes de conjoncture a pris désormais la dimension d'une catastrophe économique et d'un très lourd malaise social.
Le fait que nous tenions notre Congrès dans cette région de Metz, si marquée par le drame industriel de la sidérurgie, est significatif de notre volonté de répondre avant tout à la grande attente des travailleurs que nous saluons, (applaudissements)
Oui, à ces travailleurs, nous leur devons un grand Parti et un grand projet, car les Socialistes sont aujourd'hui les seuls à pouvoir mobiliser la Gauche pour répondre à l'aspiration populaire et à un changement de vie. Mobiliser la Gauche, bien sûr, avec les autres formations politiques, le Parti Communiste, les Radicaux de Gauche.
Le véritable enjeu de ce Congrès de Metz, c'est de répondre à cette grande crise de l'espoir qui secoue les Français
Ce que la population attend de nous, c'est que nous nous engagions dans une unité renforcée autour de François Mitterrand, pour faire face aux grands problèmes qui se posent à notre pays.
Je voudrais, en votre nom, remercier la fédération de la Moselle, saluer ses militante et leur dire qu'on ne s'est pas du tout étonné de venir à Metz et de venir en Moselle ; nous savions que nous y serions bien accueillis et nous savons surtout que nous sommes au cœur d'une grande région qui a de nombreux problèmes. Je suis sûr d'être l'interprète de tous les délégués en disant le plaisir de partager dans la lutte avec tous les habitants et tous les travailleurs de la Moselle, (applaudissements)
Je voudrais saluer le Premier secrétaire de cette fédération et les militants, saluer le député Laurain, qui s'est adressé à vous tout à l'heure, saluer fraternellement les délégués des partis membres de l'Internationale, ceux qui sont des observateurs, ceux qui sont des invités ; leur présence est le symbole des luttes à travers le monde et le symbole aussi des immenses progrès accomplie au cours des vingt dernières années par le Socialisme. Une séance spéciale leur sera réservée pour les honorer au début de cet après-midi.
Je voudrais également souhaiter la bienvenue aux délégations françaises et je veux saluer en votre nom :

<u>Délégations Françaises</u>

P.C. F. Arthur Buchman Membre du Comité Central
Henri Martin Membre du Comité Central

P.S.U. Serge Depaquit

Collection Jean Jaurès

Membre du Secrétariat Politique
Léo Goldberg Directeur Politique de Tribune Socialiste Membre du Secrétariat Politique
Victor Leduc Membre du Secrétariat Politique

M.R.G. Roger-Gérard Schwartzenberg Vice-président François Loncle Secrétaire national Marie-Thérèse Prevel Secrétaire nationale
C.F.D.T. Hubert Lesire-Ogrel Secrétaire national Pierre Autexier secrétaire Confédéral Alexandre Bilous secrétaire Confédéral Patrice. Garnier secrétaire Confédéral

C.G.T. Gérard Gaume secrétaire Confédéral Pierre Jensous secrétaire Confédéral André Lamy
secrétaire Confédéral Denis Benvallot secrétaire régional de Lorraine

fédération des Républicains de Progrès
Pierre Debezies Vice-président Michel Grimard Délégué Général Jean-Louis Delecourt Secrétaire national Bernard Lotz Délégué régional de Lorraine
fédération des Républicains du Progrès

Mouvement des Démocrates
Bernard Millet Chargé de Mission
Edouard Delay
Représentant pour la Lorrain
Louis Feuvrier
Membre du Conseil National
- Léo Hamon

Associations

Aide à toute détresse au quart monde - Philippe Hamel

Les amis de la terre - Brice Lalonde président

Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs (cecorel) - Georges-Bernard Renouard Délégué Général

CEMEA Jacques Bourthoumieux Directeur des Centres de Formation d'Educateurs des CEMEA
Roland Gaude Délégué régional pour l'Académie de Nancy-Metz

Confédération syndicale du cadre de vie - Louis Caul Futy secrétaire Général Marcel Loarec Secrétaire national Jean-Paul Ferrand Secrétaire national

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Confédération syndicale des familles - Jean-Claude Jacquet secrétaire Général, Guy Delalle Représentant de la région Est

Le CRI - José Tellenseger Secrétaire national

Culture et Liberté

fédération Française des Maisons de Jeunes et de La Culture - Odile Bordier Vice-présidente Nationale

fédération Nationale Léo Lagrange - Jacques Guenée secrétaire Général Jocelyne Durban-Margat secrétaire Adjoint

Francs et Franches camarades - Lucien Bonnet président Jean Cuisance Délégué Général

Jeunesse Ouvrière Chrétienne - Jean-Pierre Planson Vice-président chargé des Relations Extérieures Michel Mayer Membre du Comité Central Christian Cassou Permanent National

Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine - Anne-Marie Batard Vice-présidente chargée des Relations Extérieures Lucie Ganther Membre de l'Equipe Nationale

Ligue des Droits de l'homme et du Citoyen - Gilbert Viala Membre du Comité Central et du Bureau National

Union féminine civique et sociale - Mireille Pichereau Conseillère Nationale

fédération nationale des coopératives de consommateurs - Guy Baillet Vice-président du Conseil de Surveillance de l'Union des Coopérateurs de Lorraine

Peuple et culture - Bernard Smagghe secrétaire Général Bruno Chopin Délégué Général

Tourisme et travail - Jean Faucher président
Bruno Meynet Membre du Conseil fédéral

La vie nouvelle - Hervé Chaigne Animateur de la Vie Nouvelle

Mes chers camarades, je voudrais vous présenter maintenant rapidement le bilan de ces deux années.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

La motion adoptée à l'issue du Congrès de Nantes en juin 1977, fixait à notre Parti les grandes orientations. Elles étaient les suivantes t
- s'affirmer comme le premier parti de France |
- faire ses propositions face à la criée ;
- renforcer son identité au sein de l'Union de la Gauche.

Mais la motion lui assignait aussi des directions privilégiées pour des actions :
- pour les femmes,
- pour les jeunes,
- et dans les entreprises.

Elle le mandatait enfin, face à la crise nationale et face aux difficultés dans le monde, pour :
- proposer une politique de paix et de sécurité
- la construction d'une Europe des travailleurs
- et l'ouverture sur le tiers-monde.

Pour l'ensemble, ce mandat a été rempli.

Les rapports d'activité des secteurs nationaux, regroupés dans le n° 80 du «Poing et la Rose», témoignent pour chacun d'entre eux de l'intensité et de la diversité du travail que le Parti a accompli au niveau de sa direction pendant cette période de vingt et un mois.

Pour les secteurs privilégiés, pour l'action féminine l'effort amorcé reste à poursuivre, certes, mais le Manifeste pour le droit des femmes que nous avons adopté marque une étape décisive.

L'action en direction des jeunes et celle dans les entreprises ont fait l'objet de deux grandes campagnes dans l'opinion. La Convention nationale du 25 novembre, en déclarant ouverte la procédure de révision de nos statuts dans ces deux domaines, nous a fixé au niveau de nos instances nationales deux rendez-vous impératifs pour la rentrée prochaine.

Quant à nos propositions face à l'impuissance et aux lourdes erreurs de la Droite, elles ont été largement répercutées dans l'opinion par les grandes campagnes du Parti pour l'emploi, pour l'éducation, et aussi par nos colloques et journées nationales. Je veux citer le Colloque sur l'Energie, sur les villes, sur la consommation, sur les Socialistes face aux chrétiens, sur les Socialistes face à la science et au pouvoir, et enfin notre Convention de décembre sur les problèmes de sécurité.

Quant au triple mandat de s'affirmer comme le premier parti de France, d'être un grand parti militant et d'affirmer notre identité dans l'opinion de la Gauche, c'est essentiellement à travers les grandes échéances électorales qu'il a été rempli.

Outre les nombreuses consultations partielles dont aucune n'a démenti notre progression, rappelons les plus marquantes : la première, les élections sénatoriales, 27 septembre 1977, qui renouvelaient le tiers des sénateurs. Nous avons tout lieu de nous féliciter, en effet les résultats confirmaient ceux des élections municipales de mars 1977. Ils mettaient

Fondation Jean-Jaurès

en évidence les progrès de la Gauche, et d'abord ceux du Parti Socialiste. En conservant 22 sièges et en en gagnant 10, le Parti Socialiste dispose actuellement du groupe le plus important au Sénat, et bien que les élections au second degré traduisent de façon atténuée les courants de l'opinion, celui qui se développait en faveur du Parti Socialiste et de l'ensemble de la Gauche se manifeste très clairement dans ces résultats.

Elections législatives de mars 1973 : nous avions mis le Parti en état de gagner ces élections. Vous le savez, dans cette période exceptionnelle d'activité et de mobilisation du Parti, la direction avait à concilier deux impératifs, d'une part dans le foisonnement des idées et des initiatives, puiser tous les éléments nécessaires à nos candidats et à nos propagandistes, d'autre part veiller à ce que devant la richesse des initiatives et des actions militantes, la direction politique reste ferme et la cohérence l'emporte sur l'improvisation. D'où la création de structures spéciales et le renforcement permanent de la cohésion politique avec tous les types d'action.

L'ensemble de cet effort s'était traduit par un appui important, un argumentaire et un matériel de propagande à nos candidats, la diffusion en mars par nos soins du Programme du gouvernement de la Gauche avec l'apport de nos propositions Socialistes pour l'actualisation, une qualité d'organisation supérieure à celle de nos campagnes précédentes, à laquelle devait répondre l'extraordinaire travail de nos candidats et de l'ensemble de nos militants.

Avant d'en venir à l'analyse des résultats, nous ne saurions omettre la réunion importante du Comité directeur du 19 septembre qui devait faire face à la situation nouvelle créée par l'interruption des négociations sur l'actualisation du Programme Commun de gouvernement.

Chacun connaît la suite de cette négociation, et la manière dont elle a pris fin, dans la nuit du 22 septembre. Notre Parti dès lors ne devait plus seulement se battre pour la victoire, mais aussi se consacrer à un effort d'explication vers l'opinion publique.

Le bilan, vous le connaissez. Après le 18 mars 1978, la Gauche avait perdu las élections. Notre Parti cependant, continuant sa progression, demeurait la première formation politique de France, avec 6 millions et demi, soit près de 23% de suffrages, près de 25% avec le M.R.G. Le Parti Socialiste enregistrait un gain de 6 points sur 1973, montée considérable dans un pays où les oscillations électorales sont généralement faibles.

Les résultats détaillés de chaque circonscription le confirment, et au total, si le résultat stagnait dans 17 départements, nous progressions dans 68 départements.

Mais surtout, mes camarades, et ceci nous pouvons le dire à nos partenaires, nous pouvons le dire face à nos adversaires, dans cette campagne des législatives qui a été perdue par la Gauche, le Parti Socialiste peut dire à tous, et l'opinion qui nous a regardés peut le

confirmer, que nous avons mis tout en oeuvre, que nous avons tout fait pour avoir la victoire en mars dernier.
(Applaudissements)
Les cantonales de mars 1979 ; avec un gain de 150 sièges, le résultat de ces élections cantonales marque la même progression qu'en 1976. Nous obtenons plus de 1.050 conseillers généraux Socialistes, en additionnant bien sûr les élections de 1976 et celles de 1979.
Les explications embarrassées du ministre de l'Intérieur n'ont pu masquer l'évidence, la majorité des électrices et des électeurs viennent de censurer la majorité et de témoigner une confiance accrue au Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Premier parti des collectivités locales, premier parti de France, le Parti Socialiste va maintenant convaincre les citoyens qu'il est aussi capable de gouverner le pays dans le cadre de l'union de la Gauche.
II lui faut pour cela s'adresser à l'opinion, et entraîner ses partenaires dans une dynamique qui doit être irrésistible !
Au lendemain du verdict des électeurs aux élections législatives du 18 mars 1978, la déception, la gravité des interrogations qui se posaient à nous, se sont ajoutées au fait que nous avons dû faire face aux turbulences dans notre Parti. Mais le moment n'est pas encore venu d'en parler, vous aurez l'occasion de le faire cet après-midi. II s'agit ici de discuter du travail accompli, et sur ce plan, deux constats s'imposent : le premier, c'est que le Parti a poursuivi son travail sérieusement et s'est mobilisé tant pour les cantonales que nous venons de gagner que pour l'élection au Parlement européen dans la campagne qui est largement avancée. Deuxièmement, pour préparer ce Congrès nous avons mené à bien une proposition constructive et entièrement originale pour les militants, qui s'étaient regroupés à Epinay et depuis Epinay, un règlement Intérieur venant préciser les modalités d'application de nos Statuts.
De quoi s'agissait-il ? Il était indispensable de répondre par un acte positif et précis à l'exigence de rigueur et de démocratisation de notre fonctionnement devenue évidente pour tous.
C'est dans cette intention que nous avons proposé les bases d'un Parlement Intérieur. Les difficultés techniques, et plus encore psychologiques, ont montré, tant pour son élaboration que pour la discussion, les difficultés de cette tentative, on a abouti finalement à la Convention de novembre, et c'est un accord unanime qui a salué l'effort entrepris autour de et pour ce règlement Intérieur, et qui l'a adopté.
Mes camarades, voilà dix ans que nous avons parlé des modalités qui sont contenues dans le règlement intérieur, bien avant Epinay même. Que nous ayons mis dix ans, à eu té de toutes les autres luttes qui étaient absolument indispensables, c'était nécessaire. Mais je croie que l'on peut se féliciter et qu'il faut remercier tous les militants, et se féliciter, je

crois, que la direction et tous les camarades de la minorité qui ont, par leur travail acharné, permis à notre Parti d'avoir maintenant son règlement intérieur, réglant, vous le savez bien, un certain nombre de dispositions essentielles.
Nous savons maintenant que de toutes les formations politiques, le Parti Socialiste est certainement celui qui est le mieux adaptée aux temps que nous vivons, et surtout celle qui offre à ses adhérents et à ses militants les meilleures garanties démocratiques.
Voilà ce qui a été obtenu !
(Applaudissements)
J'en arrive maintenant à ma conclusion.
En nous rassemblant, mes camarades, à Epinay, Grenoble, à Pau, à Nantes, nous nous étions assignés de grands objectifs. Les principaux sont atteints maintenant Nous avons rigoureusement imprimé notre stratégie au point qu'en élargissant son audience, le Parti renforce la crédibilité de l'union de la Gauche. Nous avons constamment accru notre développement, au point d'assurer une implantation nouvelle dans des régions qui jusqu'ici n'avaient pas été gagnées à notre cause, au point surtout d'assurer la relève d'une génération qui se traduit à l'évidence par la venue aux responsabilités d'un grand nombre de jeunes, responsabilités dans le Parti et responsabilités publiques, municipalités, conseils généraux, Parlement.
Incontestablement le Parti Socialiste a engrangé l'élite politique de la classe d'âge comprise entre 25 et 40 ans, et c'est déjà beaucoup.
C'est pourquoi nous vous proposons de constater que l'actuelle direction du Parti, appuyée par l'ensemble des militants, a rempli son mandat, et nous vous proposons de lui donner quitus, avant même de fixer les objectifs et de tracer les responsabilités pour demain.
Cette année, chers camarades, vous avez sans doute une raison supplémentaire de voter le quitus.
Depuis 1971 j'ai eu l'honneur de vous présenter un rapport au nom d'une direction unanime sur les problèmes d'organisation et les problèmes politiques d'une certaine façon la grandeur et la servitude des militants responsables. Mais ils peuvent être surmontés aisément, et ils l'ont été par la direction, et je veux l'affirmer en présentant ce rapport d'activité, compte tenu de la conception même, que nous avons de notre Parti.
Le Parti est notre outil. Il est aussi notre histoire et il est notre mémoire collective. L'expérience historique montre que sans organisation, les ouvriers ont été exploités, agressés, massacrés. Face aux patrons, face à l'Etat, face à la bourgeoisie triomphante, les ouvriers n'ont été considérés et respectés qu'à partir du moment où ils ont pu se dresser en organisation. Cette organisation a nom les Syndicats, les coopératives, les mutuelles, et, bien entendu, le Parti.
Le sens du Parti, le respect de notre outil est donc la première condition du respect et de la dignité des travailleurs.

Fondation Jean Jaurès

Il me restera à vous dire que nous nous sommes efforcés en travaillant, de respecter cet outil et de rester fidèles è la tradition de l'organisation indispensable pour un grand Parti comme le nôtre.
J'ajoute la joie partagée par toute l'équipe nationale qui autour du Premier secrétaire, François Mitterrand, a lancé, coordonné, animé le mouvement Socialiste. A vous, mes chers camarades, d'apprécier et de prendre une décision, d'affirmer surtout la cohésion nécessaire pour préparer deux grandes victoires : celle du Parti Socialiste, celle du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie en votre nom Pierre Mauroy.
Le débat est ouvert sur le rapport d'activité et se terminera par le vote du quitus. Le temps de parole de chaque intervenant sera évidemment fonction du nombre d'intervenants.
Pour l'instant, j'ai reçu l'inscription de Michel Charzat auquel je donne la parole.

Michel Charzat

Mes chers camarades, le débat statutaire sur l'action des organismes centraux du Parti intervient à la veille d'un autre débat : celui là décisif pour l'avenir de notre Parti.
Il n'est nullement dans les intentions de l'ancienne minorité de ne pas voter le quitus. Le courant 2 votera donc le quitus national car ce qui importe pour nous, c'est de porter notre regard devant nous, devant le nouvel horizon des épreuves et espérances qui se présentent à nous.
Sans doute pourrions-nous relever un certain nombre d'insuffisances dans l'organisation et l'action quotidienne du Parti, mais c'est précisément l'objet de la discussion générale puisque toutes les motions dressent le bilan de l'action du Parti, avec un passif et avec un actif.
Sans doute pourrions-nous également relever le caractère quelque peu problématique de notre approbation dès lors que la ligne et la majorité de Nantes ont cessé d'être.
Sans doute pourrions-nous enfin nous livrer à quelques considérations rétrospectives concernant l'orientation qu'a choisi majoritairement le Parti au Congrès de Nantes, mais à quoi bon car s'il y avait bien deux lignes, deux logiques deux discours en présence à Nantes, chacun comprend aujourd'hui qu'à Metz, la ligne de démarcation n'est plus la même.
Je vais tenter de laisser aux historiens le soin de remuer la cendre, de démêler l'écheveau des responsabilités. Tout au plus serai-je tenté de leur suggérer qu'en ce qui nous concerne, le CERES, notre principal tort, au cours de la période écoulée, fut sans doute celui d'avoir eu raison trop tôt sur les problèmes qui se posent aujourd'hui.

Contribution Jean-Jaurès

Mes chers camarades, avec le vote statutaire s'ouvre véritablement le Congrès de notre Parti. Il était grand temps car nous avons à répondre à des questions fondamentales.
Oui ou non est-il possible d'arrêter l'intégration de la France dans le capitalisme mondial ?
Oui ou non peut-on refonder une Union de la Gauche, solide et loyale ?
Oui ou non est-il possible de redonner pour les travailleurs et citoyens de ce pays un sens à l'action politique ?
A cet égard, je dirai que deux types de réponse sont proposés à notre Parti car deux lignes s'affrontent dans notre Parti.
Pour les uns, les événements de l'an dernier ont démontré que l'Union de la Gauche, que l'union avec le Parti Communiste était décidément irréalisable. Ces camarades estiment que le Parti Socialiste doit en conséquence réviser sa stratégie, que notre pays est désormais trop intégré dans l'univers capitaliste pour pouvoir s'engager dans la voie du Socialisme.
Pour les autres, qui constituent semble-t-il, la grande majorité du Parti, la rupture avec le système en place apparaît plus que jamais nécessaire. Seule cette stratégie de la rupture peut permettre à notre pays d'échapper au destin que lui assigne la restructuration multinationale du capitalisme, c'est-à-dire l'aggravation continue du chômage, de la marginalisation des jeunes, de la multiplication des exclusions sociales et la mise en condition de tout un peuple.
C'est pourquoi, pour notre part, nous refusons de considérer la défaite de mars 1978 comme irréversible. C'est la Droite et la Droite seule qui a intérêt à le faire. C'est pourquoi également nous refusons la campagne orchestrée de l'intérieur même de notre Parti sur les thèmes de la crédibilité économique et de l'autonomie du Parti Socialiste.
Mes chers camarades, si nous nous apprêtons à voter un quitus largement privé de signification à la suite de l'implosion de la majorité de Nantes, nous ne sommes pour notre part, nullement disposés à prêter notre concours à un éventuel replâtrage de la majorité de Nantes.
(Quelques applaudissements)
L'une ou l'autre des lignes en présence aujourd'hui doit l'emporter. Il faut choisir. C'est l'enjeu de ce Congrès.
Si, pour notre part, nous disons clairement que personne ne doit être exclu, a priori, nous disons également qu'il faut que l'orientation soit clairement affirmée. Il faut que l'orientation se concrétise par des actes politiques significatifs, qu'elle s'incarne dans une direction cohérente qu'elle puisse puiser sa force dans une cohésion renouvelée.
Nous abordons donc ce Congrès en nous tournant résolument vers les deux années à venir, car l'aggravation, de la crise et les contradictions politiques et sociales qui traversent la Droite peuvent et doivent faire de l'horizon 1981 celui d'une victoire décisive pour la Gauche.
(Applaudissements).

Fondation Jean Jaurès

Il faut donc confirmer et approfondir le choix d'Epinay. Il faut développer une nouvelle dynamique Socialiste pour débloquer la situation de notre pays, pour développer à travers les luttes, l'exigence d'une issue Socialiste à la crise, pour relancer enfin sur ces bases, une nouvelle orientation pour la Gauche.
Mes chers camarades, le débat sur le quitus n'a pas lieu de retenir davantage notre attention. Ce qui nous reste à faire, c'est déterminer l'orientation de notre Parti. Voilà le seul choix qui compte. Contribuer à clarifier ce choix, telle est, mes chers camarades, notre volonté et tel est notre engagement.
(Applaudissements)

Le président - Avant de passer la parole à Jean Roux, de la fédération des Pyrénées Orientales, je voudrais savoir s'il y a d'autres intervenants ?
Je passe la parole à Jean Roux.

Jean Roux

Camarades, pour ne pas encombrer le débat politique, je voudrais, comme au dernier Congrès de Nantes, faire quelques réflexions qui concernent plutôt le problème de méthodes d'élection du Comité directeur plutôt que les problèmes de fond qui pourront être évoqués dans la discussion générale.
Je parle pour la première fois depuis cinquante ans pour ma fédération d'origine, la fédération catalane du Parti Socialiste où j'ai commencé à militer en 1928 ; par la suite, je me suis, comme on dit, exilé à Paris et maintenant je suis revenu à mes sources catalanes.
Je m'intéresse tout particulièrement à la Commission régionale qui entreprend de poser les problèmes des minoritaires
Camarades, si certains d'entre vous veulent bien s'en souvenir, au dernier Congrès je m'étais élevé, presque seul à l'époque, quoi qu'avec la tribune du CERES qui m'avait obligeamment offert sa tribune, puisque la majorité n'avait pas voulu publier mon texte, je m'étais élevé contre la cooptation du Comité directeur. Je trouvais que c'était une mauvaise méthode.
Cette fois-ci, je me réjouis qu'il ait été mis fin à la cooptation et qu'on ait mis en place un système d'élections qui est le système d'élection par tendances.
Sans vouloir remettre en cause ce système, je tenais à intervenir pour vous signaler qu'il n'est pas à l'abri de toute critique.
En effet, ma section de Perpignan a émis le vœu que, plus tard, quand le moment sera venu - nous ne sommes pas pressés - au lieu des élections du Comité directeur par tendances, on envisage, comme c'était le cas auparavant, l'élection du Comité directeur par l'ensemble du Congrès, avec application de la proportionnelle.

Contribution Jean-Jaurès

Il nous semble que cette procédure serait beaucoup plus unifiant, beaucoup plus démocratique ; sinon, les pré-Congrès de tendances que nous avons tenus, ne sont pas organisés et à ce moment-là nous revenons à la cooptation déguisée. Ou alors, nous tenons, avant ce Congrès de véritables Congrès de tendances qui sont organisés et le Comité directeur est élu avant que le Congrès ne commence. Dans ce dernier cas, nous sommes menacés du risque suivant : transformer le Parti en une espèce de.. (Inaudible)... à l'Italienne.

Moi qui ai toujours été partisan des tendances, je n'ai jamais été partisan que les tendances prennent le dessus du Parti. Or, la souveraineté du Congrès, c'est l'élection du Comité directeur. Cela ne doit pas être un Congrès de tendances.

(Applaudissements)

Je ne remets pas en cause le problème. Réfléchissez-y. La dernière fois, j'avais posé seul le problème de la renonciation à la cooptation. Je n'avais pas tellement eu tort d'attirer votre attention sur ce danger et de vous conseiller de demander, à titre de vœu, au prochain Comité directeur, de se pencher sur cette question, parce que, quelles que soient nos divergences de tendances, nous avons besoin d'unité, et il faut faire tout ce qui est possible pour accélérer cette unité.

Deuxième question : construction du Parti.

Si j'ai personnellement signé la motion de mon ami Rocard, ami de trente ans, ce n'est pas du tout parce que j'approuve tout ce qui a été dit dans la motion.

Je crois au contraire que le Congrès, dans son ensemble, quelles que soient les motions votées, n'est pas encore très mûr pour adopter les motions précises sur ces fameux grands problèmes de la rupture, qui ont été l'objet de tant de nos préoccupations.

En revanche, si l'on veut donner priorité à la démocratisation du Parti, il faut donner priorité à certains problèmes essentiels comme la décentralisation.

Pour le reste, laisser libre cours aux tendances et faire une synthèse qui nous permettra de rester unifiés et d'établir une espèce de Code de la Route qui fera que quelles que soient nos divergences, nous puissions aborder les prochaines échéances en étant unis pour l'essentiel.

On ne peut pas accepter que dans quelques mois ou dans un an ou deux, si le Parti se trouvait soumis à certaines épreuves, il y ait une direction faiblement majoritaire. Il faut faire une synthèse, qui ne soit pas nègre-blanc.

Autre observation : si vraiment nous voulons bâtir un Parti Socialiste qui en soit un et non un simple Parti électoraliste, il faudra savoir proportionner l'activité du Parti, il faudra équilibrer les élections, l'action dans les entreprises, l'action dans le cadre de vie, l'action dans le tiers monde, l'action dans les régions.

Or, j'estime, comme l'a dit notre ami Jospin, dans le rapport qu'il a fait

Collection Jean Jaurès

sur le Tiers monde, que ces questions ne sont pas assimilées ni intégrées par le Parti. J'estime qu'il faut faire un grand effort pour que l'ensemble des fédérations se saisissent des problèmes du tiers monde et pour que l'excellent travail qu'avait la Commission, passe par l'activité générale et les structures du Parti.
J'en dirai autant de la Commission des régions, qui a fait un excellent travail sous la direction du camarade Le Pensec. En ce qui nous concerne, fédération catalane, nous entendons, nous inspirer du travail de cette Commission pour essayer de trouver, dans les mois qui viennent, une solution originale dans le cadre du régionalisme démocratique.
A ce sujet le Parti a beaucoup à faire pour secouer certaines traditions jacobines. Léon Blum avait eu le mérite en 1944 dans «A l'échelle humaine» de se prononcer contre la constitution centraliste de la France et de préconiser une constitution fédérale du type suisse-américain et avait demandé que nous autres Socialistes soyons avant tout des régionalistes démocratiques et des décentralisateurs.
camarades, j'en ai terminé, mais je me permettrai, en tant que vieux militant qui lutte depuis cinquante ans dans des organisations diverses, mais toujours pour le même projet Socialiste, non social-démocrate, non stalinien, de faire des réflexions un peu désabusées sur le comportement dans la discussion qui vient d'avoir lieu entre nous : j'estime que trop souvent, dans cette discussion, l'appétit des postes l'a emporté sur la passion des idées. On a commencé la discussion par une grande campagne contre la social-démocratie, et les mêmes qui menaient cette campagne n'avaient que le souci de ramasser les voix social-démocrates. Je ne le leur reproche pas, parce que moi, qui était militant du temps de Léon Blum, j'estime qu'il y a beaucoup à apprendre de la tradition de la SFIO, tout en indiquant que j'ai rompu en 1948 avec ses erreurs ; mais je dois reconnaître qu'il y avait un grand sens de l'amitié et une grande tolérance, je ne désapprouve donc pas certains d'avoir conservé cette idée ; en tant qu'ancien de la SFIO, je considère que c'était positif.
Mais ce qui me choque ici, c'est ce véritable combat de camps qui se livrent des tendances où j'ai de nombreux amis, comme la tendance Rocard, la tendance CERES. Ces deux courants sont les courants novateurs du Parti, à l'intérieur du Parti, ce sont eux qui ont fait le plus pour le Socialisme de la nouvelle qualité de la vie, pour le Socialisme «changer la vie», et si on en croit leur polémique, les uns seraient le Parti américain, les autres le Parti du goulag.
Eh bien, je trouve cela ridicule !
Quand on ajoute à cela la querelle des générations entre le 3ème âge et la jeunesse, je dis que c'est encore plus ridicule.
Camarades, quelles que soient vos tendances, renoncez aux outrances, renoncez aux excès, soyons très fermes sur les principes, mais soyons très amicaux et aussi désintéressés que possible dans nos comportements.
Pour terminer, je reprendrai une idée de mon vieil ami Fontaine, un des

plus grands journalistes de ce temps, dans un livre qu'il vient d'écrire. Après avoir analysé la situation, Fontaine nous dit : la France ne s'en tirera que si, au-delà de tout, elle est traversée par un grand élan, un grand projet et un grand dessein. Eh bien, ce qu'André Fontaine dit de la France, nous devons le faire nôtre en ce qui concerne le Socialisme. L'essentiel, c'est d'avoir un grand projet, un grand élan, un grand dessein et de s'y donner pleinement. Le reste, le succès électoral, nous sera donné par surcroît.

Le président - S'il n'y a plus d'intervenant, je passe la parole à Pierre Mauroy pour répondre.

Pierre Mauroy

Je dirai tout simplement que les deux intervenants n'ont pas tout à fait traité le sujet.

En ce qui concerne Michel Charzat, il a anticipé sur le débat de cet après-midi et j'aurai l'occasion de lui répondre un peu plus tard, dans le débat politique. Mais il ne m'appartient pas de lui répondre, sur ce plan en tout cas, maintenant.

J'ai présenté le rapport d'activité au nom du Secrétariat National et c'est là-dessus qu'il me faut répondre.

Jean Rousse, lui, a traité plusieurs problèmes et notamment de la proportionnelle et des tendances. Ce que je peux dire, c'est que le Parti Socialiste a tout essayé sur ce plan-là. Pendant toute une période, il a utilisé la proportionnelle, il en a connu les bons côtés et les mauvais côtés. Nous avons, en ce qui nous concerne, la proportionnelle, et je dois dire que depuis Epinay, le Parti est attaché à ce système qui facilite certaines effervescences, qui facilite le débat d'idées, avec effectivement des inconvénients, je le reconnais bien. Le problème maintenant, le choix d'Epinay étant la proportionnelle, n'est pas de revenir sur ce choix. Reste à savoir comment s'organiser dans le cadre de la proportionnelle, problème des tendances, des courants... C'est d'ailleurs plus un problème d'état d'esprit et finalement un problème de comportement collectif qu'un problème de règlement.

En tout cas, le Parti s'est donné un règlement intérieur qui a été adopté dans une Convention ayant pouvoir de Congrès en novembre dernier, mais j'imagine que ce Congrès ouvrira la procédure de révision statutaire, ce qui permettra à une prochaine Convention de revenir sur les dispositions statutaires, non pas pour remettre en cause la proportionnelle, mais peut-être pour y apporter certaines modifications dans le fonctionnement que vous jugerez souhaitables.

En ce qui me concerne, en tout cas, et au nom du Secrétariat, je veux dire que le Parti a été consulté, qu'un large débat a eu lieu au niveau des sections et des fédérations, que nous nous sommes donnés un règlement,

Contribution Jean-Jaurès

ce règlement, nous l'avons appliqué pour la préparation de ce Congrès... Sans doute, la campagne électorale sur les motions a-t-elle été vive, trop vive, mais je le répète, ce n'est pas un problème de réglementation, ce n'est pas un problème de statuts, c'est un problème de comportement.
C'est pour cette raison que je vous renouvelle la demande de donner quitus à la direction et de considérer que le problème soulevé par Charzat fera l'objet du débat de cet après-midi, de demain et de dimanche, et que ceux soulevés par Jean Roux seront à l'ordre du jour d'une prochaine Convention nationale ayant pouvoir de Congrès sur les statuts et le règlement.
(applaudissements)

Le président (Vote du quitus)

Nous procédons maintenait au vote et, si personne ne demande le vote par mandats, nous allons procéder à un vote à main levée.
Que ceux qui sont pour donner le quitus à Pierre Mauroy lèvent la main avec les cartons rouges.
….
Epreuve contraire ? Abstentions ?
2 abstentions, (applaudissements et mouvements divers) II y a des contestations ?... Que ceux qui s'abstiennent le manifestent en levant la main... Je recommence !
8 abstentions.
Le quitus est donc voté à l'unanimité moins 8 abstentions. La parole est maintenant à Gilbert Bonnemaison pour le rapport de la Commission de contrôle financier.

Gilbert Bonnemaison (Rapport de la Commission de contrôle financier)

Si le président le permet, le maire d'Epinay-sur-Seine saluera le Congrès de Metz et félicitera ceux qui l'ont organisé.
camarades, la Commission Nationale de Contrôle Financier s'est fixée, lors de sa première réunion, deux axes de travail !
- procéder à l'étude et au contrôle des finances du Parti en apportant un éclairage budgétaire et, en même temps, veiller à l'adoption de méthodes de gestion rigoureuses par les organismes associés ;
- en harmonie avec le Trésorier National et le Délégué au Budget, contribuer à coordonner les efforts et les méthodes de travail des responsables financières du Parti.
Je ne vous lirai pas l'intégralité de notre rapport puisqu'il a été distribué, mais je vous rappellerai quelques points qui nous paraissent essentiels.
La Commission a abordé ces problèmes sous plusieurs angles :
. Budgétaire, en vérifiant le respect de l'exécution des budgets et en

Fondation Jean-Jaurès

signalant les dépassements qui lui semblaient anormaux ;
. Analytique, en essayant de mieux cerner les dépenses selon leur nature, tâche maintenant facilitée par l'informatisation de la comptabilité.
. Réglementaire, en vérifiant si les procédures d'engagement des dépenses étaient mises en place et observées.
La Commission s'est interdit d'effectuer un contrôle d'opportunité, sa mission se bornant à vérifier la régularité des comptes et procédures.
La Commission a procédé auprès des organismes associés à des contrôles de nature comptable et financière en veillant à respecter l'autonomie de gestion de ces organismes.
La Commission a veillé à ce que des règles de gestion soient mises en place et elle s'est, lorsque c'était nécessaire, entouré des conseils d'un expert comptable.
En matière de trésorerie, la Commission a particulièrement insisté sur la nécessité d'élaborer des procédures précises et sur la nécessité de respecter ces procédures.
La Commission a fait un certain nombre de recommandations. Elle considère que le secteur presse devrait bénéficier d'une meilleure concentration et harmonisation des efforts, une fois les objectifs clairement redéfinis.
Le secteur de l'audiovisuel devrait faire l'objet d'une réorganisation correspondant aux besoins du Parti.
Les organismes associés devraient s'inscrire dans un cadre rigoureux qui sera défini par le Parti et permettra de réglementer les conditions de leur création et d'exercice de leur activité. L'ensemble de ces organismes doit être effectivement soumis aux Commissions de contrôle fédérale et nationale.
Les Commissions fédérales n'ont une activité réelle que dans un nombre restreint de fédérations et n'ont pas toujours saisi l'ampleur de leur mission.
A cet égard je rappellerai que la proposition de la Commission nationale de Contrôle a été annexé au Règlement intérieur du Parti un certain nombre de décisions concernant les Commissions fédérales de contrôle, l'exercice de leurs compétences, la manière dont elles doivent être entendues par les Commissions exécutives fédérales, et, d'une manière plus générale à présent est précisé la nature de leurs fonctions.
La Commission nationale de contrôle m'a mandaté pour insister auprès du Congrès afin que dans chaque fédération ces Commissions fédérales de contrôle fonctionnent normalement et dès le début de leur mise en place.
Il est apparu qu'au niveau du contrôle de la rentrée des cotisations le fonctionnement des Commissions fédérales de contrôle était indispensable.
La Commission a eu le souci d'organiser une bonne liaison entre le Centre de la Trésorerie nationale et les Trésoriers fédéraux. C'est ainsi

que deux réunions nationales ont été organisées, l'une à Epinay-sur-Seine, l'autre à marseille. Elles ont permis de confronter les méthodes pour ce qui concerne le recouvrement des cotisations, la définition du budget type, l'organisation administrative, la presse, et justement le rôle des Commissions fédérales de Contrôle.
A la suite de ces journées, et sur proposition de la Commission de contrôle, il a été décidé de créer un Fonds de solidarité destiné à aider les petites fédérations et qui est alimenté en 1979 par le versement de 1 F. par carte d'adhérent. C'est un modeste début, mais il nous est apparu qu'il était absolument nécessaire ; c'est d'ailleurs une revendication de nombreuses petites fédérations.
La Commission nationale de contrôle s'est également préoccupée du problème du financement public du Parti. Elle a procédé à un travail, à une étude approfondie sur ce sujet, elle a demandé que soit créée une Commission dont le principe a été décidé par le Bureau exécutif du Parti, afin que soient étudiés ces problèmes et, d'une manière plus générale la question des ressources du Parti.
La Commission se félicite d'avoir, au cours de ces deux années, travaillée dans une parfaite homogénéité, bien qu'elle ait été composée de courants différents, courants I et deux.
La Commission a ensuite travaillé, au cours de ces deux années sans que des différences de sensibilité se soient jamais manifestées, et c'est toujours dans le souci unanime de servir le Parti que les camarades Degrossouvre, Gourdon, Denizel, Lestang, Lamy, Lauridan, Gallo, Barbot, Nivet, Bauchamp, ont exercé leur mission et ont permis ainsi d'améliorer considérablement les méthodes de gestion et de trésorerie de notre Parti.
Dans les conclusions de notre rapport, nous avons réaffirmé - et je tiens à nouveau à appeler l'attention du Parti là-dessus - que l'attention portée aux problèmes juridiques et financiers du Parti conditionne le développement de celui-ci.
A cet effet, la Commission insiste pour que les impératifs d'organisation et de gestion soient pris en compte prioritairement par les responsables, car nous avons eu parfois l'impression qu'il n'en était pas toujours ainsi.
Et la Commission affirme que tout laxisme en la matière serait préjudiciable à la qualité même de notre Parti et à son extension, Chers camarades, je vous remercie de votre attention.

Le président - Je remercie en votre nom Gilbert Bonnemaison pour le rapport de la Commission de contrôle financier.
Il va être procédé au vote.
Que ceux qui sont d'accord pour adopter ce rapport lèvent la main, avec le carton rouge, je vous prie.
Avis contraires ? Abstentions ?
Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Fondation Jean Jaurès

(applaudissements)
Je vais maintenant passer la parole à Guy Penne pour le rapport de la Commission des Conflits.
.... Il ne semble pas être présent I
Alors, Chers camarades, ce rapport sera présenté, je suppose, en début de séance de l'après-midi.
Reprise de la séance à 15 heures, et bon appétit.
La séance est suspendue.

Coll. Fondation Jean-Jaurès